



Ecrit par Echo du Mardi le 4 février 2020

« Se dire que nos adhérents en ont eu pour leur argent »

Jacques Chanut, premier Rhônalpin à présider la Fédération française du bâtiment depuis 2014, achève son deuxième et dernier mandat en juin. Le Nord-Isérois continuera à défendre les intérêts de son secteur.

■ Quel regard portez-vous sur ces 6 années passées à la tête de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) ?

« Bizarrement, car je suis toujours dans l'action, je ne suis pas encore dans la période dite 'de bilan'. Mon successeur sera élu fin mars et il prendra ses fonctions mi-juin donc il y a toute une période de passage de témoin. Je suis dans l'optique de relayer les informations, les consignes et les réseaux. »

■ Néanmoins si vous regardez un peu dans le rétroviseur, que voyez-vous ?

« C'est un mandat intense et passionnant. En tant que président de la Fédération française du bâtiment, on découvre la partie émergée de l'iceberg, à savoir celui des médias et du monde politique. L'autre côté du mandat se concentre sur l'animation du réseau partout en France pour s'assurer que le service à nos adhérents, artisans et entrepreneurs soit bien réalisé. La Fédération Française du bâtiment, c'est comme une grande société de services et d'accompagnement. »

■ Quels dossiers vous procurent un sentiment de fierté, de devoir accompli ?

« Quand on lutte contre des mesures inapplicables ou néfastes pour notre profession, il n'y a pas de fierté à gagner un combat. C'est juste se dire que nos adhérents, qui paient une cotisation, en ont eu pour leur argent. Aider une entreprise en difficulté à avoir un retour de paiement donne autant le sentiment du devoir accompli que lorsqu'une mesure législative nous est favorable. Relancer le marché m'obsédait à ma prise de fonctions en 2014. J'ai le sentiment que l'activité est quand même meilleure qu'il y a 6 ans. A son niveau et dès le quinquennat Hollande, la FFB a contribué à faire prendre au gouvernement des mesures fortes de relance notamment dans le logement. »

■ Sur le projet de loi de finances 2020, on vous a vu prendre votre bâton de pèlerin pour éviter la fin du prêt à taux zéro dans les zones périurbaines et rurales...



Ecrit par Echo du Mardi le 4 février 2020

« (Il coupe)... cette mesure était injuste et inéquitable ! Axer l'ensemble des aides à l'accession à la propriété sur les grandes villes alors qu'il y a des problèmes de mobilité et de développement des territoires ruraux qui s'appauvrissent... C'est pour cette raison que nous nous sommes mobilisés au niveau de la fédération, députés par députés, élus par élus. Il a fallu aller jusqu'à un vote à l'Assemblée nationale contre l'avis du gouvernement pour maintenir le PTZ (Prêt à taux zéro) jusqu'en 2021 dans les zones tendues. Une politique du logement ne se décide pas à l'intérieur du périphérique parisien ! On a estimé que les parlementaires qui vivent au sein de ces territoires étaient conscients qu'il fallait corriger le tir. »

■ S'il devait y avoir un regret à l'issue de ce double mandat, de quelle nature serait-il ?

« Il est vraiment compliqué de faire comprendre qu'une politique du logement et de la construction demande un temps long avant d'avoir un retour sur investissement. Les gouvernements n'ont qu'une approche budgétaire annuelle, alors qu'en entreprise, il faut savoir dépenser en investissement pour permettre d'avoir des recettes encore plus fortes les années suivantes. Lorsque l'on dit 'il manque 1 million de logements en France', 'il faut développer les constructions', 'il faut une politique d'isolation des bâtiments' (ndlr :30 millions de bâtiments à isoler en France) mais que dans le même temps, vous réduisez le PTZ dans les campagnes ou que vous divisez par deux toutes les aides à la rénovation énergétique, on est totalement à l'inverse entre un discours qui se donne des objectifs ambitieux et la réalité des moyens que l'on met en face. »

■ Quid de votre rôle à la FFB à la fin de votre présidence ?

« Mon rôle sera d'être un adhérent et un militant comme tous les autres. Il est possible que je m'occupe plus de la partie assurance de la profession. Il est assez traditionnel que le président sortant se charge de ce dossier plus technique. Je vais préparer avec joie la transmission et me retirer sur la pointe des pieds de la partie médiatique et politique qui sera pour moi, je le dis honnêtement, un soulagement. »

Propos recueillis par Jérémy Durand pour Rés Hédo Eco reso-hebdo-eco.com